



HAÏTI : Mise à jour de la Sécurité Alimentaire

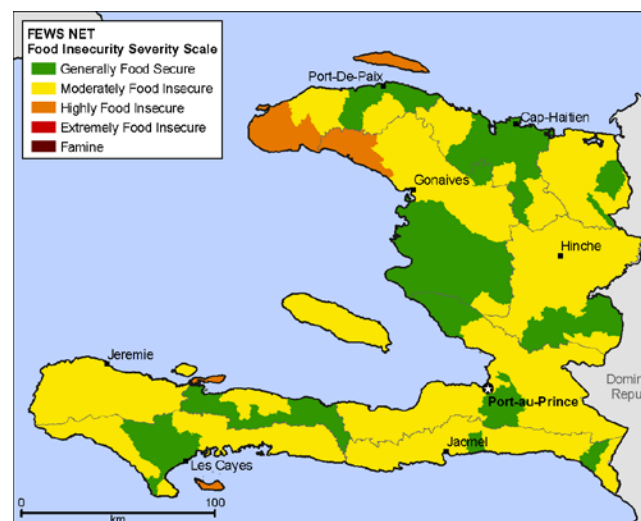
Juin/juillet 2010

Résumé exécutif

- Compte tenu de sa vulnérabilité chronique aux risques et désastres naturels, Haïti semble de plus en plus exposée aux multiples aléas susceptibles d'aggraver considérablement la situation d'insécurité alimentaire et de pauvreté de sa population. L'occurrence des cyclones ou d'autres désastres peut compromettre même les efforts de reconstruction si des mesures adéquates ne sont pas prises.
- La campagne agricole de printemps 2010, plus importante que celle de 2009, est dans l'ensemble satisfaisante. Toutefois, la présence des fourmis destructrices dans la Grande Anse, les inondations dans l'Artibonite, l'excès d'humidité et les vents dans les zones de montagne telles Plateau central, Sud-est et la sécheresse dans le haut Artibonite et le bas Nord-Ouest, laissent présager un scénario moins optimiste notamment pour les cultures du haricot et du maïs.
- Sur le registre des prix des produits de base, pour la plupart, la tendance est à la baisse au cours du mois de juin en comparaison au mois de mai. Les prix devraient encore baisser en juillet où les récoltes de printemps atteindront leur niveau maximum. Par ailleurs, la création d'emplois dans le cadre des activités de cash for Works, initiées au lendemain du séisme, reste stable par rapport au mois de mai. Mais les préparatifs (préparation de sols notamment) en cours en vue de la campagne d'automne contribueront à la création d'emplois agricoles en milieu rural.
- Les conditions de sécurité alimentaire se sont stabilisées (sauf dans le bas Nord-Ouest et le haut Artibonite d'après la figure 1), tout en reconnaissant la précarité de la situation socio-économique des personnes hébergées dans les différents camps provisoires. Une situation qui peut s'aggraver avec la menace imminente de la période cyclonique de cette année. Des mesures en matière de gestion des risques et des désastres peuvent alors aider au renforcement des conditions de sécurité alimentaire dans le pays. Il est donc recommandé au gouvernement, bailleurs de fonds, ONG, organisations de la société civile, et autres intervenants de terrain:

- de renforcer la coordination intersectorielle pour une meilleure gestion des risques et désastres afin de répondre aux catastrophes futures. Ceci implique la prise en compte dans le processus de reconstruction du pays des défis que représentent les catastrophes naturelles;
- de mieux coordonner et harmoniser la distribution de stocks alimentaires pré-positionnés en cas d'urgence occasionnée par la saison cyclonique 2010;
- d'aménager des espaces plus convenables pour héberger les familles sinistrées et mettre à la disposition des personnes vulnérables des unités de soins d'urgence en prévision de possibles pandémies;
- et de poursuivre les activités génératrices de revenus dans les zones touchées par le séisme et les répliquer dans les communes des départements du Nord-Ouest (Baie de Henne, Mole Saint-Nicolas, Bombardopolis), de la Grande-Anse (les communes envahies par les fourmis) et du Haut Artibonite (Anse rouge, Pleine de l'arbre).

Figure 1. Estimation des conditions actuelles de sécurité alimentaire, Juin 2010



Source : CNSA/FEWS NET

Pour plus d'information sur l'échelle de sévérité de l'insécurité alimentaire de FEWS NET,

voir: www.fews.net/FoodInsecurityScale

Note : Les zones ne sont pas homogènes et des communes contiguës telles Kenskoff (Ouest) et Marigot (Sud' Est) sont l'une en vert et l'autre en orange. Des poches d'insécurité alimentaire élevée peuvent se cacher au sein de communes considérées comme généralement en sécurité alimentaire.

Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivants:

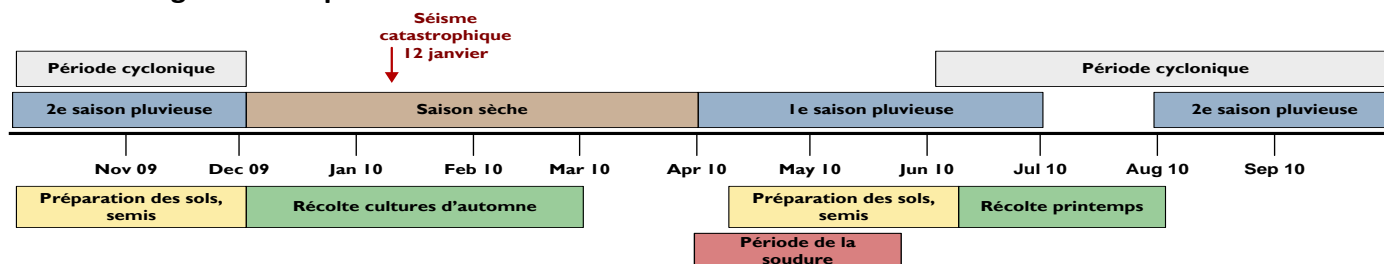


CNSA - 24, Rue Ogé, Pétion-Ville, Haïti Tél : (509) 2510-3933 / 2424-3545

www.cnsahaiti.org

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui appuient la CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID)

Calendrier agro-climatique :



Risques et désastres naturels: Impact sur la sécurité alimentaire

L'imminence de la saison cyclonique, alors que près de 16% de la population (soit 1,4 millions de personnes) se trouvent hébergées dans des camps de fortune, est particulièrement préoccupante. Ceci d'autant plus que, cette année, les cyclones devraient selon les experts être supérieurs à la moyenne. Cela représente une menace en plus, tenant compte de la précarité des abris provisoires. En témoigne la situation qui a prévalu dans ces sites après les dernières pluies. La vulnérabilité du milieu fait donc appel à plus de vigilance et à une meilleure préparation en vue de mieux gérer les risques traditionnels de désastres auxquels le pays est exposé.

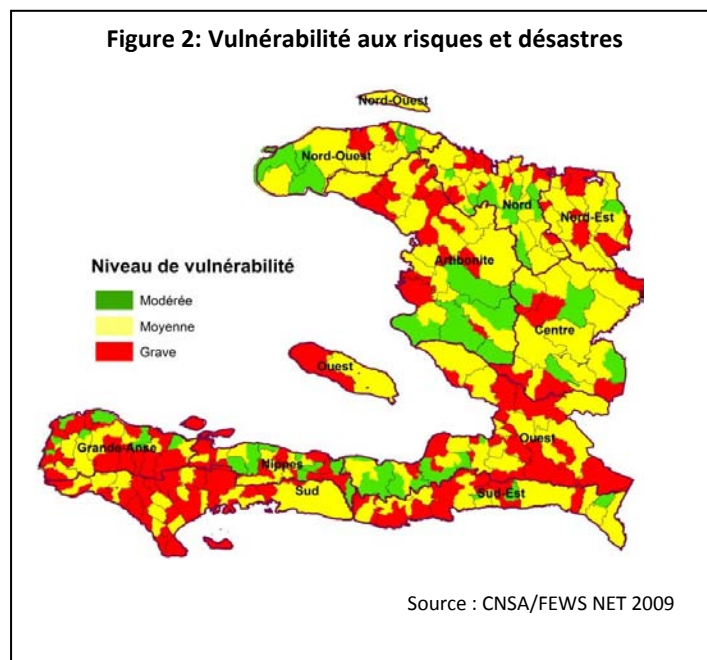
Une activité cyclonique supérieure à la moyenne

Selon les prévisions de la Colorado State University et la National Oceanic and Atmospheric Administration, la saison cyclonique 2010 promet d'être très active. Horsmis le nombre important de tempêtes tropicales anticipées, entre 8 et 14 cyclones, dont 3 à 7 de catégorie majeure, sont attendus au cours des six prochains mois, avec une probabilité d'occurrence de 70% selon le Caribbean Regional Climate Outlook Forum tenu du 21 au 23 juin 2010.

Dans cette perspective, d'importants dégâts matériels et humains (destruction des infrastructures agricoles et des cultures, pertes en vies humaines, etc.) peuvent se produire dans les zones vulnérables, situées sur la trajectoire des cyclones. Historiquement, les départements de l'Ouest, du Sud-est et du Sud, représentés en rouge sur la figure 2, sont les plus exposés. Certaines régions, même moins exposées, sont aussi concernées : le haut Artibonite, le Nord, la Grande Anse et le Nord-Est. En fait, à bien observer la carte, tout le pays, à part quelques rares exceptions, semble exposé, tenant compte de la prédominance des couleurs rouge et jaune exprimant des niveaux de vulnérabilité moyenne et grave.

La situation est d'autant plus préoccupante quand, suite à la pire catastrophe que le pays ait jamais connue, près de 16 % de la population haïtienne vivent dans des abris provisoires non appropriés. Il suffit d'y observer les conséquences des dernières pluies et des vents même de faible intensité pour s'enquérir de la précarité des conditions de vie dans ces camps de fortune situés notamment dans l'aire métropolitaine de Port-au-prince. Les investissements dans ces abris réalisés par les bailleurs et le Gouvernement Haïtien pour les ménages déplacés encourent le risque d'être perdus en cas de cyclone ou d'ouragan. Selon certains observateurs, ces débours auraient dû servir plutôt à la construction d'abris plus solides pour accueillir les familles sinistrées.

Figure 2: Vulnérabilité aux risques et désastres



Par ailleurs, le tremblement de terre augmente le risque de glissements de terrain consécutifs à des pluies même de moyenne intensité. A ce titre, le spectre des constructions anarchiques et précaires érigées sur le flanc des montagnes dans certaines zones comme Pétiion-ville, Canapé vert, Bourdon, etc. est la chronique d'une catastrophe annoncée (fig.3). La saison cyclonique accroît donc de tels risques.

Impact sur la sécurité alimentaire

Les catastrophes naturelles ne sont pas sans implication sur la sécurité alimentaire. On en a pour preuve les cataclysmes de 2008 qui ont provoqué, outre les pertes en vies humaines, la chute de la production agricole locale, la destruction des infrastructures d'accès, etc. Certes, comme souligné dans le bulletin du mois dernier, les conditions de sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité notamment), détériorées sous le choc du 12 janvier, tendent à se redresser avec l'afflux d'aide alimentaire d'urgence, les bonnes récoltes, la reprise quasi-totale de l'activité socio-économique, la baisse de l'inflation, entre autres (Voir bulletin de mai 2010).

Mais, en prévision de l'activité cyclonique de cette année qui s'accompagnera de pluies diluviennes et de vents supérieurs à 100km/h, il y aurait probablement beaucoup d'inondations susceptibles de causer d'importants dégâts matériels et humains. Les villes côtières, très vulnérables aux catastrophes naturelles de ce genre, sont particulièrement menacées et l'économie des ménages ruraux et urbains pourrait en faire les frais avec d'énormes pertes au niveau de la production végétale, du bétail et des infrastructures socio-économiques de base. Toutefois, les secours devraient être plus rapides cette année en raison de la présence d'organisations humanitaires et surtout du pré-positionnement des stocks alimentaires et d'autres produits d'urgence notamment dans les départements de l'Ouest, du Sud-est, du Sud, de l'Artibonite et du Nord.

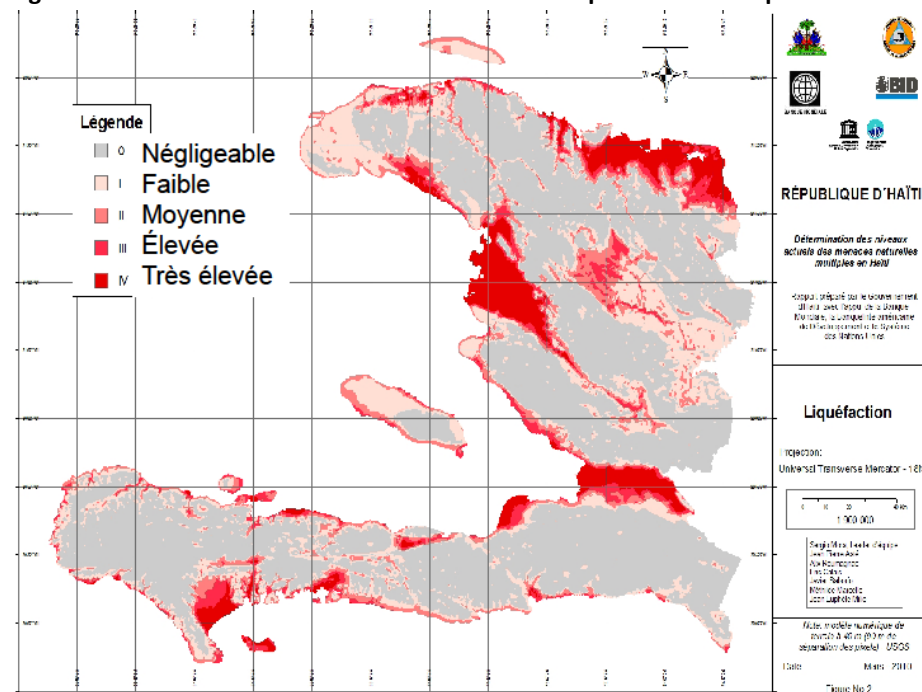
De plus, dans les zones peu exposées, une bonne répartition des pluies peut contribuer à améliorer la production agricole de la saison printanière. Il en résulterait une amélioration de la disponibilité alimentaire locale et, par conséquent, une amélioration de l'accès caractérisée par la baisse des prix et la poursuite des activités de cash for work dans les différentes régions touchées. Cette combinaison de facteurs favorables est susceptible de réduire l'incidence de l'insécurité alimentaire qui s'accroît toujours après les catastrophes naturelles en Haïti.

Les préparatifs en cours

Depuis les catastrophes de 2008, le gouvernement, via la Direction de la Protection Civile (DPC) et appuyé par des partenaires internationaux, cherche de mieux en mieux à renforcer ses capacités de préparation et de réponse à la saison cyclonique. Pour cette année, il entend :

- Renforcer les capacités humaines au niveau local et national ;
- Coordonner et responsabiliser les acteurs institutionnels intervenant dans le domaine des risques et désastres dans le pays;
- Se préparer pour faire face à une crise éventuelle;

Fig.3: Détermination des niveaux des menaces multiples en Haïti : liquéfaction



- Pré-positionner au niveau local des stocks d'urgence (nourriture, kits d'hygiène, etc.);
- Prendre en compte les populations déplacées et identifier les zones à plus hauts risques.

En outre, les travaux de mitigation dans l'aire métropolitaine qui consistent en curage des égouts et des canaux, en plus d'accroître les revenus, devraient faciliter l'évacuation des eaux de pluies en cas d'intempéries. Dans cette même optique, des organismes internationaux comme l'ACDIVOCA, la World Vision, le Catholic Relief Service, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), ont déjà pré-positionné des stocks de nourriture d'urgence. En effet, plus de 37 milles tonnes métriques de nourriture, composés de rations sèches (Pois, Huile, céréales) et plus de 2 million de rations alimentaires précuits (MRE) sont stockés à travers les dix départements du pays. Plus de 78% des stocks pré-positionnés sont concentrés dans les départements de l'ouest (notamment à Port-au-Prince) et dans l'Artibonite particulièrement aux Gonaïves. Il faut noter que cette année le PAM seul couvre l'ensemble des départements et dispose de près de 35% des stocks de ration sèche pré-positionnés, de 92% de rations de MRE et de plus de mille tonnes métriques de biscuits fortifiés, tous stockés en cas de situations d'urgence occasionnées par d'éventuels cyclones. Pour sa part, la FAO a mis en réserve plus de 250 tonnes métriques de haricots et de maïs ainsi que 50 mille outils agricoles dans trois des régions suscitées, l'Ouest, le Sud-est et le Sud. Un programme de multiplication de semences ainsi que des travaux d'aménagement et de réhabilitation de bassins versants ont été aussi initiés par cet organisme dans ces régions. De telles actions devront aider la population haïtienne à faire face aux intempéries au cours des prochains mois.

En somme, 2010 est l'année de tous les dangers pour Haïti, tenant compte de sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles les cyclones, les ouragans et même les tremblements de terre. Bien entendu on ne peut attribuer tous les maux de ce pays à ces catastrophes qui d'ailleurs sont communes à la plupart des pays de la région caribéenne. Il importe pour l'heure, à l'orée même du processus de reconstruction du pays, d'engager la réflexion sur comment faire face à ces phénomènes pour mieux répondre aux défis qu'ils représentent.

Situation actuelle de sécurité alimentaire

L'analyse de la sécurité alimentaire renvoie toujours à ses composantes les plus utilisées: la disponibilité (production nationale, approvisionnement des marchés, importations alimentaires, aide alimentaire) et l'accès économique (prix des aliments et d'autres biens et services essentiels, niveaux de revenus). L'utilisation des aliments est aussi un facteur important, mais les informations y relatives (transformation des aliments, état général de santé, taux de malnutrition infantile, accès à l'eau potable et aux services d'assainissement) ne suffisent pas pour être analysées de manière objective.

-Disponibilité alimentaire

Après l'arrêt des distributions massives d'aide alimentaire d'urgence au cours desquelles environ 30 mille tonnes d'aliments ont été distribuées à environ 3 millions de personnes, des dispositions ont été prises en vue de relancer la production agricole locale. Dans le bulletin de mars 2010, on a vu que la réussite de la saison agricole de printemps dépendrait de plusieurs facteurs. Ainsi, après l'évaluation des besoins des exploitants, la campagne allait être lancée à grand renfort de l'assistance publique et du financement international. Il a été résolu de fournir les intrants et équipements nécessaires pour une campagne agricole de printemps effectivement réussie. Des milliers de tonnes d'intrants de base (semences, engrais) et des équipements de labourage ont été alors distribués aux exploitants agricoles à travers le pays. Il a été également prévu qu'environ 30 milles hectares de terre supplémentaires devraient être labourés et emblavés.

Envisagée dans la perspective d'améliorer la performance de la saison printanière, cette initiative devrait augmenter le rendement des cultures et donc la disponibilité en céréales et légumineuses, en racines et tubercules. Ce qui permettrait de mieux répondre à la demande alimentaire locale. Ainsi la campagne de printemps a été lancée. Certes, compte tenu de la sécheresse qui a marqué le début de la saison, la campagne a démarré en retard dans certaines zones de mode de vie (Sud, Sud-est, Nord), mais dans l'ensemble tout s'est bien déroulé.

En fait, il est trop tôt pour juger de la performance de la saison. Certains facteurs tels l'appui technique et en intrants et surtout les conditions météorologiques favorables dans les différentes zones agro écologiques depuis les dernières décades d'avril, le développement des cultures dans les régions ayant démarré la saison à temps, laissent anticiper

une campagne agricole de printemps réussie. En effet, les premières récoltes (maïs, haricot, igname, manioc, patate douce, etc.), ont été satisfaisantes dans certaines zones telles le Nord (Saint Raphael, Plaisance, Pilate, Borgne), l'Artibonite, le Nord-est, le Sud (notamment la Côte Sud). Au niveau du Centre (bas Plateau notamment), les cultures (maïs, haricot, pois Congo, patate douce, manioc et banane Plantin) se développent normalement, à la faveur d'une pluviométrie abondante. Mais au niveau des montagnes, l'excédent de pluies compromet les récoltes de haricot. Une observation similaire a été faite au niveau de l'Artibonite où, suite aux inondations provoquées par les pluies de mai et de juin, les plantations de maïs, de pistache et de riz ont été emportées. Dans le Sud-est, vu que la période de récolte de haricot approche, les récoltes de haricot et de maïs de printemps courent le risque d'être hypothéquées. Au mois de juin, les pertes de haricot et de maïs dans le département du Sud-est ont été estimées à 60 et 35 pourcents en moyenne, respectivement. On y signale aussi les brûlures subies par les plantations de pomme de terre à cause d'un excédent hydrique.

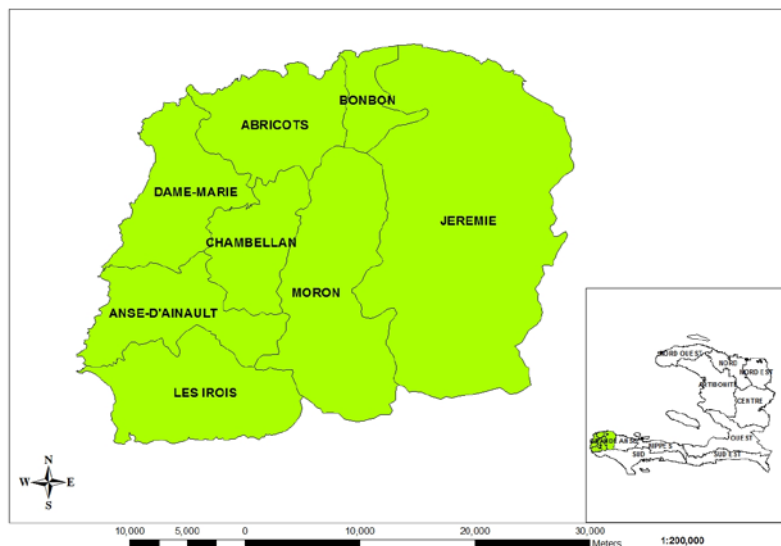
Il importe de souligner le développement d'une situation inquiétante au niveau de la Grande-Anse avec la présence des fourmis envahissantes qui attaquent les cultures. Ainsi, sur douze communes, huit sont concernées : Jérémie, Moron, Chambellan, Dame Marie, Anse d'Hainaut, les Irois, Bonbon et Abricot (figure 4). Malgré les mesures adoptées par les techniciens en place (formation des agents agricoles, application de pesticides) et les conditions climatiques favorables, la production agricole y est très faible. L'incidence est plus grave pour le maïs, les racines comme le manioc, la patate douce, ainsi que pour le bétail. Il en résulte une baisse de la disponibilité alimentaire au niveau de ces communes et une augmentation légère des prix des produits de base, notamment des céréales. En revanche, la saison a pleinement réussi pour les communes non affectées telles Beaumont, Corail, Roseaux et Pestel. Par ailleurs, Léogane continue d'enregistrer des pertes liées à la catastrophe du 12 janvier. En effet, si les récoltes de maïs se sont avérées bonnes, les plantations de haricot sont hypothéquées. Plus important encore, cette année les mangues léoganaises, très prisées par les Port-au-princiers, n'ont pas été au rendez-vous à cause de la chute des fleurs provoquées par les averses de novembre et décembre 2009. De plus dans la section de Petite Rivière, les champs de cannes à sucre et d'autres cultures, envahis par l'océan après le tremblement de terre, sont pour la plupart détruits.

Globalement, hormis ces difficultés localisées, la disponibilité alimentaire est plus ou moins satisfaisante les différents marchés étant bien approvisionnés en produits alimentaires locaux et importés. On y retrouve des céréales (maïs, riz, petit-mil), des légumineuses (haricot noire notamment), des racines et tubercules, des fruits dont en particulier la mangue, toutes catégories confondues, provenant en majeure partie du Nord, de l'Artibonite et du Plateau central. C'est l'un des facteurs influant sur les prix, au cours du mois de juin, où une tendance à la baisse a été observée pour la plupart des produits locaux sur les différents marchés enquêtés dans le cadre du suivi de la sécurité alimentaire.

-Accessibilité

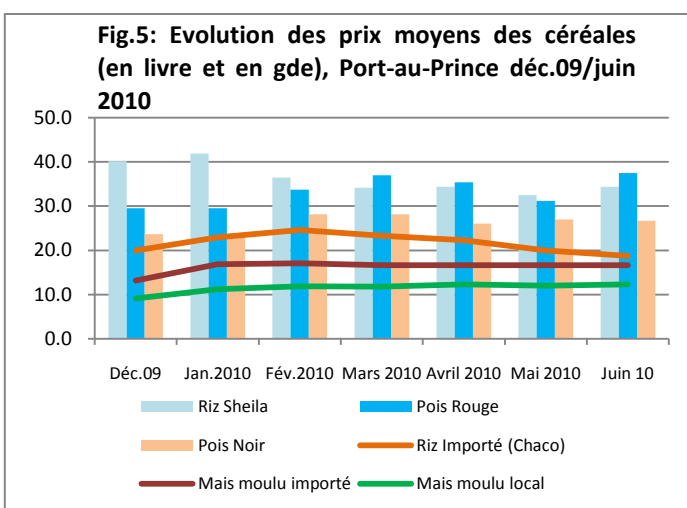
L'accès aux aliments est appréhendé à travers deux variables : les prix des produits alimentaires de base, l'emploi en général et le niveau des salaires. En ce qui concerne les prix alimentaires, pour la plupart des produits de base, la tendance est à la baisse au cours du mois de juin en comparaison au mois de mai. En effet, le prix moyen du maïs subit une importante baisse, sauf à Port-au-Prince (+2.4%), par rapport au mois précédent. La baisse est beaucoup

Fig. 4: Attaques des fourmis dans la Grande-Anse: les communes affectées



Source : CNSA juin 2010

plus significative sur les marchés des Cayes (-16%) et ceux de Jérémie (-15.3%). Pour sa part, le prix du riz importé affiche une tendance similaire sur les différents marchés du pays notamment à Port-au-Prince (-6.3%), Cayes (-4.3%) et Ouanaminthe (-6.7%) et surtout à Jacmel (-20%), tandis que le prix moyen du maïs importé reste stable. Toutefois, le prix du haricot rouge a augmenté considérablement, notamment à Port-au-Prince (fig.5), Jérémie et à Ouanaminthe, soit respectivement de +20.3% (passant de 31.2 à plus de 37.5 gourdes en moyenne), +12.6% et +3.4%. En revanche, en Plateau, particulièrement à Hinche, ce produit a enregistré une baisse remarquable de -6.3% en moyenne.



Deux raisons semblent expliquer la tendance des prix au cours du mois de juin. D'une part, la période de soudure, s'étendant d'avril à juin, tend à diminuer avec l'apparition des premières récoltes de printemps qui alimentent l'offre alimentaire locale. D'autre part, la stabilisation du taux de change depuis près de six mois et surtout la chute des prix des céréales sur le marché mondial, d'après un rapport publié en juin par la FAO, tout cela semble induire la chute et la stabilité des produits alimentaires locaux et importés.

Par ailleurs, les activités de cash for work, initiées dans les différentes zones après le séisme, représentent encore une source de revenus pour une large frange de la population sinistrée. Caractérisées par des travaux de déblayage, de drainage des canaux et de ramassage des déchets, ces activités se poursuivent un peu partout, bien que le nombre d'emplois créé demeure relativement stable par rapport aux mois précédents. Le processus de reconstruction, en passe d'être lancé, est de nature à aviver les anticipations des investisseurs locaux et internationaux, ce qui pourrait déboucher à moyen terme sur une augmentation d'emplois relativement durables et mieux rémunérés.

Cela permet de faire l'hypothèse qu'au cours du mois de juin les produits alimentaires de base ont été encore accessibles et même d'avantage qu'avant le séisme. De plus, tout porte à croire qu'on aura cette année encore une saison agricole de printemps réussie dans la plupart des zones agro-écologiques du pays. Ce qui améliorera la disponibilité alimentaire et donc l'accès aux aliments au cours du mois de juillet. En un mot, les conditions de sécurité alimentaires se stabilisent, tout en reconnaissant la précarité de la situation socio-économique des personnes hébergées dans les différents camps provisoires. Une situation qui pourrait s'aggraver avec la menace imminente de la période cyclonique de cette année. Des mesures en matière de gestion des risques et des désastres peuvent alors aider au renforcement des conditions de sécurité alimentaire dans le pays.

Recommandations

Vu la situation de vulnérabilité courante et chronique du pays, il est recommandé au gouvernement, bailleurs de fonds, ONG, organisations de la société civile, et autres intervenants de terrain de :

- 1) Renforcer la coordination intersectorielle pour une meilleure gestion des risques et désastres afin de répondre aux catastrophes futures. Ceci implique la prise en compte dans le processus de reconstruction du pays des défis que représentent les catastrophes naturelles;
- 2) Aménager des espaces plus convenables pour héberger les familles sinistrées et mettre à la disposition des personnes vulnérables des unités de soins d'urgence de proximité en prévision de possibles pandémies;
- 3) de mieux coordonner et harmoniser la distribution de stocks alimentaires pré-positionnés en cas d'urgence occasionnée par la saison cyclonique 2010;
- 4) Poursuivre les activités génératrices de revenus (type Himo ou cash for work) dans les zones touchées par le séisme et les répliquer dans certaines communes des départements du Nord-Ouest (Baie de Henne, Mole Saint-Nicolas, Bombardopolis), de la Grande-Anse (les communes envahies par les fourmis) et du Haut Artibonite (Anse rouge, Pleine de l'arbre, etc.).